

## **Le système énergétique français au troisième rang mondial selon une étude réalisée par Accenture**

***Les économies dites « matures » ont démarré leur transition énergétique, mais il y a encore beaucoup de progrès à faire en matière d'environnement, selon la dernière publication du Global Energy Architecture Performance Index Report 2013 du Forum économique mondial (mené avec Accenture). Ce rapport mesure les forces et faiblesses des systèmes énergétiques de 105 pays en se basant sur des critères économiques, environnementaux et de sécurité de l'approvisionnement. Il est également conçu pour aider les pays à faire face aux défis posés par cette période de transition qui, selon les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), va nécessiter 38 000 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures d'approvisionnement d'ici à 2035 afin de répondre à l'accroissement de la demande mondiale en énergie.***

Le rapport révèle notamment que les pays matures à revenu élevé sont ceux qui gèrent le plus efficacement la transition vers une nouvelle architecture énergétique. La Norvège se classe ainsi en tête, grâce à une solide politique énergétique conjuguée à des ressources variées qui lui ont permis de disposer d'une énergie bon marché, abondante et relativement propre tout en dégagant des recettes substantielles au niveau national. Elle est suivie de la Suède et de la France.

C'est le poids du nucléaire dans le mix énergétique français qui explique le bon classement de l'Hexagone, lequel se situe même au deuxième rang mondial selon le critère du développement durable, derrière la Suède.

« *La France est l'un des pays développés où les émissions de CO<sub>2</sub> sont les plus faibles* », a indiqué Jean-Marc Ollagnier, l'un des auteurs de l'étude (*Les Échos* du 6 mars 2013). Les énergies décarbonées représentent 51 % de l'énergie primaire utilisée en France, dont 42 % liées au nucléaire.

Sept autres pays européens figurent dans les dix premières places du classement aux côtés de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande (5<sup>e</sup>) et de la Colombie (6<sup>e</sup>). Mauvaise note en revanche pour les pays producteurs de pétrole de l'OPEP dont aucun n'apparaît parmi les cinquante premiers ; il en est de même pour les États-Unis (55<sup>e</sup> place).

En ce qui concerne les BRICS, le Brésil se classe 21<sup>e</sup>, la Russie 27<sup>e</sup>, l'Afrique du Sud 59<sup>e</sup>, l'Inde 62<sup>e</sup> et la Chine 74<sup>e</sup>. Dans ses conclusions, le rapport précise que de nombreux pays en développement éprouvent encore des difficultés à satisfaire les besoins énergétiques élémentaires de leurs citoyens, puisque 12% des pays analysés fournissent de l'électricité à moins de la moitié de leur population totale.

Le rapport examine également la nécessité et la façon de traiter, à l'échelle mondiale, les questions des subventions aux combustibles fossiles, de l'utilisation de l'eau pour la production d'énergie et de la gestion efficace des ressources.

En 2012 et hors énergies renouvelables thermiques et déchets, la production d'énergie primaire en France a été en baisse de 2,6% par rapport à 2011, du fait du nucléaire (- 3,8%), alors que l'hydraulique et l'éolien augmentent sensiblement, respectivement de 26 et 23,5%.

En glissement annuel, la consommation d'énergie primaire réelle est stable en décembre. Mesurée sur toute l'année 2012 et toujours hors énergies renouvelables thermiques et déchets, cette consommation est quasi stable par rapport à 2011.

En moyenne sur l'année 2012, le taux d'indépendance énergétique a toutefois perdu un point par rapport à 2011 et s'établit à 48,5%.